



EUROPE PRÉSIDENTE ALLEMANDE



INFO

1^{er}/07/2020

Que la mort de Fessenheim soit au moins utile à la future stratégie bas carbone de l'Europe !

C'est donc le 30 juin que le second réacteur de la centrale nucléaire de Fessenheim s'est définitivement arrêté. En mettant ainsi un terme à une production d'électricité décarbonée, compétitive et pilotable, dont la sûreté est reconnue par l'Autorité de Sûreté Nucléaire, cette décision illustre la combinaison de l'hérésie climatique et de la gabegie économique.



Alors que certains modèles climatiques prévoient 1,5 °C de plus en 2024 par rapport à la fin du 19^{ème} siècle, l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) indique que non seulement que « *la fermeture anticipée de centrales nucléaires menace des milliers d'emplois et pourrait entraver l'atténuation des changements climatiques* » mais aussi qu'il faut prolonger la durée de vie des réacteurs nucléaires et en construire de nouveaux, considérant qu'en matière de climat, « *il ne s'agit pas de booster notre ego mais bien de réduire les émissions de CO₂* ».

La CFE Énergies partage le pragmatisme de l'AIE.

Partir du contre-exemple allemand pour l'Europe

Hasard du calendrier, cette fermeture intervient la veille de la présidence allemande de l'Union européenne dont les priorités annoncées sont la relance verte et un accord sur l'objectif de réduction des émissions de CO₂ en 2030 de 50 à 55 % par rapport à leurs niveaux de 1990. La Ministre allemande de l'Environnement déclare ainsi que « *l'Europe veut devenir le premier continent neutre en émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050... pour les générations futures* ».

Pour la CFE Énergies, la chancelière allemande doit donc faire de sa dernière présidence de l'Union européenne une présidence résolument bas carbone. Or au-delà de la mise en service d'une centrale charbon flambant neuve dans la Ruhr, c'est la stratégie de l'énergéticien allemand RWE qui vient d'être étrillée par le géant européen de la gestion d'actifs Amundi, pour sa lenteur à sortir du charbon. L'Allemagne ne semble pas non plus pressée de faire aboutir le projet de taxe carbone aux frontières de l'Europe au nom de la protection de son économie à l'export. C'est donc bel et bien par la cohérence entre les actes et les discours que l'Allemagne doit présider pour six mois à la destinée de l'Europe.



... pour que la présidence allemande de l'Europe suive le bon exemple !

La CFE Énergies demande que le plan de relance européen, initié par le couple franco-allemand, soit conditionné à la neutralité carbone, dans le respect de la neutralité technologique. Ce plan doit reposer sur des critères environnementaux et sociaux objectifs tels que le bilan carbone sur l'ensemble du cycle de vie, la préservation de la biodiversité, la consommation des ressources et des sols et le contenu en emplois. Ces critères sont en effet essentiels pour faire les bons choix en privilégiant l'efficacité climatique.

Au-delà de cet impératif climatique de la transition bas carbone, la CFE Énergies défend une Europe qui pense sa « souveraineté en commun » face aux risques géopolitiques posés par la Chine et les Etats-Unis, une Europe qui organise sa sécurité, y compris énergétique, une



Europe qui protège ses citoyens et ses salariés en créant des emplois durables et de qualité, et qui organise sa puissance industrielle en relocalisant ses chaînes de production. C'est le vœu qu'elle formule pour les deux prochaines années, entre la présidence allemande de l'Union qui commence aujourd'hui et la présidence française prévue au 1^{er} semestre 2022.